VENEZUELA - Ce que ne dit pas le journal

Alejandro Fierro

vendredi 5 octobre 2012, mis en ligne par Thierry Deronne



Réunion publique au Venezuela (État du Zulia) à propos du programme électoral du candidat bolivarien

Pour l'élection présidentielle du 7 octobre prochain Hugo Chávez a présenté un programme en cinq objectifs pour la période 2013-2019.

Cependant le public des médias de masse internationaux et particulièrement ceux de l'État espagnol, avec *El País* ou *ABC* en tête, ne pourra accéder à cette information, simplement parce que ces médias l'occultent. Les articles dans la presse internationale et espagnole sur les élections au Venezuela se centrent sur la soi-disant et jamais prouvée absence de démocratie dans le pays, sur des complots chavistes pour se maintenir au pouvoir par la force ou sur la vie sexuelle de l'actuel président, se faisant l'écho de rumeurs jamais vérifiées, ce qui viole les normes déontologiques minimales du journalisme, tant sur la confirmation des sources que dans la sélection des thèmes selon leur intérêt social.

La même chose se produit dans les médias de masse vénézuéliens (radio, TV, presse écrite) dont les 85% sont aux mains de l'opposition. Le déséquilibre dans la propriété des médias et le ton absolument belligérant de cette presse de droite réfutent toute accusation de manque de liberté d'expression au Venezuela. Certains de ses articles ou images du chef de l'État – par exemple celle publiée par le quotidien *Tal Cual*, où Chavez est représenté comme un porc- seraient interdits dans l'État espagnol et ses auteurs jugés et condamnés, comme cela s'est produit avec certaines informations ou satires sur le roi.

Les lecteurs ne trouveront dans les pages de leur journal aucune information sur la proposition électorale d'intensifier l'exploitation des réserves de pétrole de la frange de l'Orénoque – les plus grandes du monde, plus d'un milliard de barils – avec l'objectif d'atteindre en 2019 une production de six millions de barils par jour.

La radio ne parlera pas de l'objectif d'atteindre en 2019 les trois millions de logements sociaux subventionnés et de faible coût d'acquisition, les prix baissant en fonction de la capacité économique de la famille jusqu'à atteindre la gratuité pour les secteurs les plus vulnérables. Aucun animateur n'expliquera qu'entre 2011 et 2012 ont été édifiés 250.000 logements populaires et que 450.000 sont en cours de construction.

Pas de reportages pour montrer comment le Venezuela est passé de la lutte pour éliminer l'analphabétisme – en 2005 le pays a été déclaré par l'UNESCO « Territoire libre d'analphabétisme » – au

cinquième rang mondial pour le taux d'inscription universitaire et au deuxième rang d'Amérique latine après Cuba. On n'informera pas sur le projet d'ouvrir de nouvelles universités gratuites qui s'ajouteront aux 22 déjà créées dans les 13 dernières années ni sur la volonté de faciliter l'échange croissant d'étudiants au sein du MERCOSUR.

Los chroniqueurs n'analyseront pas la proposition de créer 16 centres de santé – parmi lesquels huit hôpitaux publics – ni les plans d'étendre les soins spécialisés à toute la population, indépendamment de son lieu de résidence ou de sa capacité économique.

Les revues spécialisées ne se feront pas l'écho de l'objectif de continuer à étendre la surface cultivée irriguée de 200% ni de celui d'augmenter la production actuelle d'aliments de 45%, pour atteindre les 42 millions de tonnes annuels.

Aucun économiste ne viendra expliquer dans les médias de masse les données macro-économiques du pays : 5,6% de croissance du PIB pour le premier semestre de l'année, soit sept augmentations consécutives ; une baisse du chômage à 7,9%, soit une diminution de quasi 50% depuis 1998, lorsque Hugo Chávez fut élu pour un premier mandat ; et, c 'est une première dans l'histoire économique des dernières décennies, une inflation interannuelle tombant sous les 20 points. Bref, aucun expert ne rendra intelligible pour le grand public la situation économique d'où part le Venezuela pour pouvoir réaliser les propositions électorales.

Pas d'interviews non plus de politologues pour qu'ils expliquent les cinq grands objectifs généraux pour la période 2013-2019 : indépendance nationale, avec priorité à la souveraineté sur les ressources et à la souveraineté alimentaire ; approfondissement du processus de construction du socialisme bolivarien et de la démocratie participative ; transformation du Venezuela en puissance émergente latino-américaine sur les plans social, économique et politique ; contribution à une nouvelle géopolitique multipolaire visant l'équilibre et la paix ; enfin, une politique orientée vers la préservation de l'environnement et une relation harmonieuse entre l'être humain et son milieu.

Le devoir des médias qui couvrent les élections vénézuéliennes est d'informer sur les programmes électoraux, tant sur celui de Hugo Chávez que sur celui du candidat principal de la droite, Henrique Capriles. Leurs journalistes et leurs analystes d'opinion ont l'obligation d'expliquer à leurs publics leurs contenus, avec des arguments raisonnés et compréhensibles. Après quoi ces propositions pourront être appuyées ou non par chaque personne, être considérées comme plus ou moins crédibles, qualifiées d'objectifs plausibles ou de pur marketing politique. Et dans le cas du public vénézuélien, chacun pourra orienter son vote en fonction d'une information vraie, plurielle et argumentée.

En cachant systématiquement les propositions électorales de Hugo Chávez – celles du candidat de droite jouissent d'une couverture considérable – les médias portent atteinte au Droit à l'information des citoyens. Il est nécessaire de rappeler incessamment que le Droit à l'information est inscrit pleinement dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. S'est brisé le consensus forgé durant des siècles entre une citoyenneté et une presse qui devait lui fournir des informations véridiques face à l'impossibilité de chaque personne de réunir toutes les données sur tous les sujets par elle-même.

C'est pourquoi les enquêtes indiquent que les médias sont un des grands problèmes dans l'État espagnol.

Annexes

– 1.- « Proposition du candidat Hugo Chávez, pour la gestion bolivarienne socialiste 2013-2019 » Texte intégral. Traduit par Manuel Colinas, Gaston Lopez et Françoise Lopez.

– 2.- Programme économique du candidat Henrique Capriles Radonski 2013-2019 (texte original en espagnol).

Alejandro Fierro est un journaliste espagnol, collaborateur de la fondation Centre d'études politiques et sociales (CEPS).

Source : Rebelión, http://www.rebelion.org/noticia.php?id=157030

Traduction : **Thierry Deronne**

Première publication en français :
http://venezuelainfos.wordpress.com/2012/10/03/venezuela-ce-que-ne-dit-pas-votre-journal